

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 30/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLYAP

ZI La pontchonnière
69210 Savigny

Références : UDR-CTESSP-23-054-FV
Code AIOT : 0010600379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SOLYAP implanté ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SOLYAP a repris en 2004 l'unité de traitement de surface SIAP 1, sur la commune de Savigny. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié le 18 novembre 2021.

Les activités exercées par SOLYAP sont l'application de peintures poudres avec traitement de surface préalable pour différents domaines d'activité (automobile, ferroviaire, mobilier urbain, etc.). L'établissement est également équipé d'un four de décapage des métaux soumis à autorisation.

L'inspection a pour objet de faire un point sur les rejets atmosphériques et aqueux de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLYAP
- ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny
- Code AIOT : 0010600379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement dispose notamment d'un four de décapage des métaux, de 3 cabines de peintures poudre, de 2 cabines de grenaillage et de 2 chaînes de préparation de surface :

- une chaîne par aspersion (TTS)
- une chaîne par immersion (SLETI)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air
- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	émissions atmosphérique Four	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et	/	Lettre de suite préfectorale Voir demande ci-dessous	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	émissions atmosphériques Bains	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.6 et annexe 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des eaux résiduelles	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 1	/	Sans objet
4	Gestion des eaux résiduelles	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2 ou 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a décidé du futur mode de traitement de ses effluents industriels (évacuation en tant que déchets) à partir de juin 2023.

Il devra mettre en place une surveillance de son four de décapage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : émissions atmosphériques Bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.6 et annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains seront captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres du tableau ci-dessus.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il capte les émissions des bains chauffés uniquement. Il considère que les émissions des autres bains (non chauffés) ne sont pas significatives. L'Inspection a examiné le rapport d'analyse des deux rejets canalisés (lignes SLETI et TTS) du 17 octobre 2022. Seuls les alcalins (en OH-) ont été détectés. Les NOx (en NO2) et l'acidité totale (en H+) n'ont pas été détectés. Les rapports ont été réalisés par un laboratoire accrédité pour les mesures d'acidité, d'alcalinité et oxydes d'azote (d'après le site du COFRAC). L'exploitant demande de pouvoir stopper le suivi du NO2 et du H+ car absents dans ses bains. L'Inspection considère que la demande de l'exploitant est acceptable dans la mesure où il est en mesure de justifier dans le temps que les bains concernés par l'extraction ne sont pas susceptibles d'émettre ces substances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : émissions atmosphérique Four

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et
Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicable et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1 - Poussières totales :</p> <p>Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>Constats : L'établissement dispose d'un four de décapage des métaux autorisé dans le cadre de la procédure qui a donné lieu à l'arrêt préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005. L'arrêt préfectoral ne dispose pas de mesures de contrôle de cette installation. L'Inspection considère par ailleurs que les dispositions de l'arrêt ministériel relatif à la rubrique correspondant au four (2566) et concernant la surveillance des rejets atmosphériques ne sont pas adaptées. A minima, les dispositions de l'arrêt ministériel du 2 février 1998 s'appliquent et notamment ses articles 27 et 58 rappelés ci-dessus. L'exploitant indique ne pas réaliser de mesure sur le four.</p> <p>Demande 1 : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser, a minima, au moins une fois par an une analyse en concentration et flux des poussières sur les rejets du four de décapage par un organisme accrédité. Il devra par ailleurs vérifier si les autres valeurs limites de l'AM du 2/2/98 (article 27) sont applicables aux émissions du four et assurer le cas échéant la surveillance requise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois puis annuellement

N° 3 : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SOLYAP [...] doit décider du mode de gestion de ses rejets aqueux industriels et informer l'inspection pour le 31 décembre 2021.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il va modifier son mode de gestion de ses effluents industriels à partir de juin 2023. Ces derniers ne seront plus rejetés au réseau communal et à la station de traitement de SIAP. Ils seront évacués en tant que déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2 ou 3	
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans l'hypothèse où la société SOLYAP décide de continuer de rejeter ses effluents aqueux dans le réseau, elle doit transmettre à l'inspection des installations classées un planning de mise en conformité pour le 31 janvier 2022 avec pour objectif une mise en conformité pour le 31 août 2022.</p> <p>La mise en conformité consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la régularisation de la situation vis-à-vis du gestionnaire de réseau avec l'obtention d'une autorisation de déversement ; - la mise en place de points de prélèvements adaptés ; - la mise en place d'une surveillance des rejets aqueux. <p>OU</p> <p>Article 3</p> <p>Dans l'hypothèse où la société SOLYAP décide d'évacuer ses effluents aqueux en tant que déchet, elle doit mettre en place de façon pérenne l'évacuation pour le 31 août 2022.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection pour le 31 janvier 2022 des moyens qu'elle met en place pour : récupérer les effluents notamment les systèmes de pompage ; stocker les effluents dans l'attente de l'évacuation en déchet.</p>	
<p>Constats : L'exploitant indique que les effluents seront pompés aux niveau des rétentions des bains puis stockés dans une cuve de 4m3 (pour la ligne SLETI) et une cuve de 1m3 (pour la ligne TTS).</p> <p>La cuve de 4m3 est disposée sur une rétention en lien hydraulique avec la rétention de la ligne SLETI.</p> <p>L'exploitant indique que la cuve de 1m3 sera disposée sur une rétention de 1m3.</p> <p>L'exploitant indique réfléchir à la mise en place de cuves plus grandes afin de limiter les frais d'enlèvement.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	